

# SERVICES PUBLICS EN COMBRAILLES

La Lettre du Collectif de Défense et de Développement des Services Publics dans les Combrailles

**SPÉCIAL ASSEMBLÉES CITOYENNES DE St ÉLOY (1er MARS) ET DES ANCIZES (6 MARS)**

En éditto : des extraits de l'introduction de Bernard TEPER à St Éloy :

*«On est dans une période liée à l'irruption des "gilets jaunes" qui ont mis en avant 3 exigences, oubliées ces dernières années : la première, c'est la justice sociale et fiscale, la deuxième l'égalité et la troisième la démocratie. Et bien évidemment sous ces 3 exigences on en voit poindre d'autres, comme la désertification des services publics notamment en milieu rural et périurbain... Si l'on veut lutter contre... il faut d'abord comprendre le fonctionnement du système qui les fait disparaître, comment il agit pour les détruire et les remplacer par autre chose. Il faut aussi comprendre pourquoi cette disparition, car si on ne va pas chercher la cause des phénomènes, on ne résout pas le problème... La Rochefoucauld dans sa maxime 267 disait que lorsqu'il y a un crime, la première réaction est de trouver le coupable, mais il ne suffit pas de trouver un coupable du crime, il faut examiner le crime et voir quelle en est la cause, car si vous ne touchez pas à sa cause, vous pouvez sanctionner le criminel, il y en aura un autre qui le remplacera. On doit travailler sur les causes. En ce qui nous concerne j'en vois 4 :*

*-la première : ce que les économistes appellent la déformation de la valeur ajoutée (les richesses produites par le pays rapportent plus d'argent pour les profits que pour les salariés.*

*-la deuxième c'est le système néo-libéral tel qu'il existe*

*-la troisième ce sont des raisons directement liées aux traités de l'Union Européenne*

*-la quatrième ce sont les éléments du système de décentralisation dans lequel nous sommes depuis 1982. On a fait la décentralisation en disant : on va rapprocher les citoyens des centres de pouvoir, erreur, plus on décentralise plus on éloigne les citoyens de centres de pouvoir, c'est tout le contraire de ce que certains ont cru...*

*Il y a des gens qui condamnent les effets des causes qu'ils chérissent. Si on aime les causes et qu'on critique les conséquences il y a confusion ! Evidemment, si on déplore les conséquences, ça signifie qu'il faut changer la causalité pour pouvoir agir. Pour changer les choses, il faut "inverser la vapeur", d'abord prendre au sérieux les revendications et les besoins des citoyens, puis comprendre le processus qui a amené à la disparition des services publics, aux injustices...comprendre pour quelles raisons ça fonctionne comme ça et enfin s'interroger sur ce qu'il faut faire pour "inverser la vapeur", rendre la santé moins inégale par exemple, avoir accès à tous les services publics où qu'on soit, au même prix, avec les mêmes conditions d'accès...*

*Il ne faut plus accepter de sous-traiter cette bataille à d'autres. Pendant longtemps on a sous-traité la défense de la santé aux médecins. Le système a diminué le pouvoir des médecins et augmenté celui des technocrates, si bien que, actuellement les médecins ne sont plus en mesure d'agir sur le levier de la santé, ce sont les technocrates, l'ARS, tout une série de structures qui s'en chargent. Si bien qu'à l'hôpital, aujourd'hui c'est le directeur et non les médecins qui ont le pouvoir. C'est le directeur qui peut changer la façon de travailler d'un service et non le chef de service. Avant la poste sous-traitait le travail de la poste à des travailleurs de la poste, actuellement on ferme les bureaux de poste et on dit que le commerçant du coin fera le travail...le processus est lancé, le nombre de bureaux de poste devrait passer de 7000 à 3400 en 2023 !*

**Face à tout cela il n'y a qu'une seule arme : que les citoyens prennent tout en main ! »**

Assemblée aux Ancizes-Comps



**«Agir pour de vrais services publics en Combrailles», lettre d'information du Collectif de défense et de développement des Services Publics dans les Combrailles, Mairie de Saint Gervais d'Auvergne, place Terrasses, 63 390 Saint Gervais d'Auvergne.**

# ASSEMBLÉES CITOYENNES de ST ELOY les MINES (1<sup>er</sup> mars) et des ANCIZES-COMPS (6 mars)

Ces assemblées citoyennes ont été proposées par les associations locales :

- Collectif de défense et de développement des services publics en Combraille,
- Espace citoyen
- Retraités de la CGT St Éloy
- Droit à la Santé en Combraille,
- Ligue des droits de l'homme, section St Éloy
- Secours populaire, section St Éloy
- Association Saint Vincent de Paul, de St Éloy

Un groupe de «Gilets Jaunes des Combrailles» associé aux réunions préparatoires n'a pas appelé aux assemblées, mais y a participé.

Chacune a réuni une cinquantaine de personnes, les interventions des participants ont été regroupées dans quelques grands thèmes, toutes les propositions sont extraites de la transcription complète des débats :

- Organisation de l'Etat et des territoires
- Santé et mesures sociales
- Fiscalité et pouvoir d'achat
- Ecologie
- Services publics
- Information

## ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES TERRITOIRES :

- Personne n'est satisfait de la situation actuelle.
- "Voter ne sert plus à rien, à droite ou à gauche c'est pareil."
- La création des régions et des super communes a été un choix politique, qui a organisé la concurrence entre les territoires, ce qui a dégradé la démocratie de proximité et le débat citoyen et vidé le monde rural au profit des pôles.
- La décentralisation amène à un éloignement du citoyen par rapport aux instances de décision.
- Depuis les grandes métropoles on ignore la ruralité, Paris ignore la province, comme Clermont ignore la campagne. Il n'y a aucun aménagement du territoire, qui permette une vie normale en dehors des grandes métropoles. D'où, on assiste à la disparition des services publics, des transports, à des zones blanches sans communication internet.
- "De même, ce sont les responsables de la FNSEA, gros paysans qui ne vivent même pas sur leurs terres qui font la loi avec les banques."
- C'est de Paris qu'on a pris la décision de limiter la vitesse à 80km/h, sans tenir compte des réalités locales.
- Ce ne sont pas les politiques qui gouvernent mais les lobbys (alcools, armes, agro-alimentaires...) et les haut fonctionnaires, énarques et autres qui alternent dans leur carrière, cabinets ministériels et entreprises privées. Le gouvernement fonctionne comme une entreprise.
- "Les lieux où on se rencontrait, où on échangeait ont disparu. Chacun se cloître chez lui avec sa télé et son ordinateur."

## FISCALITÉ POUVOIR D'ACHAT :

- les grandes entreprises reçoivent des subvention sans aucune contre- parti et parfois ferment pour aller s'installer dans un autre pays.
  - Les profits vont aux actionnaires et pas aux travailleurs.
  - L'injustice fiscale et l'évasion fiscale qui n'est même pas toujours illégale règnent sur le pays, mais la haute finance est exterritorialisée et donc hors de portée de l'intervention de l'Etat.
- Les entreprises qui se développent avec la révolution numérique, ne sont pas territorialisées (Google, Amazone ...) Comment aller chercher ce capital, Comment récupérer cet argent

## SERVICES PUBLICS :

On assiste à une vente des biens publics (autoroutes, aéroports...) et à la privatisation des services publics, l'énergie, la poste...(on voit ainsi les professionnels de la poste remplacés par des commerçants ou des agents municipaux incompetents), ce qui a pour conséquence, en particulier en milieu rural, la désertification, médicale entre autre.

La sécurité sociale qui était à l'origine gérée par les citoyens a été accaparée par l'Etat, qui maintenant veut sa privatisation.

## SANTÉ et MESURES SOCIALES :

- En ce qui concerne la santé, l'ARS (agence régionale de santé) et certains médecins locaux refusent l'installation d'un centre de santé avec du personnel médical et paramédical salarié, au profit de maisons de santé qui prolifèrent un peu partout, où les finances publiques offrent aux médecins un lieu d'exercice libéral.
- On assiste à une casse du code du travail, et du statut de la fonction publique, à la disparition des organismes de gestion et de contrôle paritaires. Les prud'hommes disparaissent. Les conflits sociaux seront examinés par des tribunaux civils où des magistrats, pas forcément formés pour cela remplaceront les représentants des employeurs et des salariés.
- On voit se développer la misère.
- L'espérance de vie des femmes a diminué pour certaines femmes.
- On constate le désintérêt des jeunes face à tous ces problèmes, on peut d'ailleurs constater leur quasi absence ici. La société ne prend pas en compte l'avenir des jeunes, qui ne savent plus construire leur avenir. - Notre société décline de génération en génération. Les générations qui vont nous succéder sont massacrées. On peut craindre dans un avenir proche la suppression de la monnaie papier, ce qui ferait disparaître les postes de caissières.

## ÉCOLOGIE :

- Notre terre, notre mode de vie sont en danger.
- Les pesticides détruisent la faune. On risque d'assister dans un avenir prochain à un effondrement de notre société.
- Disparition des insectes, effondrement des populations animales, réchauffement climatique, pollution de l'air, de l'eau, du sol. - On assistera à aux migrations de population, dues à la montée des eaux ou à la stérilité des sols.



Bernard TEPER, animateur de Convergence Nationale, qui a introduit le débat à St Éloy (voir page 1)



Assemblée à St Éloy les Mines

## **INFORMATION :**

- Les médias ont un rôle de formatisation, ils balancent toujours les mêmes informations, entretiennent et véhiculent des peurs, ont tendance à développer la pensée unique.
- On constate un manque d'information de la part de l'Etat sur les grands enjeux du moment (le nucléaire par exemple).

### **Face à tous ces problèmes il y a 2 types de propositions.**

#### **Elles ne doivent pas s'opposer, mais se conjuguer. :**

1) Au niveau national et politique, pour changer le système, pour avoir une société plus juste et plus humaine.

2) Localement, pour agir ici et maintenant sur ce qui est à notre portée.

- Mais comme l'ont dit des intervenants : "Il y a des gens qui agissent localement par choix personnel, mais il faut que ça se traduise politiquement", "Le sel c'est valable à petite échelle, mais quand vous faites un système d'échanges locaux vous shuntez les cotisations et pourtant on a intérêt à en avoir de plus en plus".

#### **1) AU NIVEAU GÉNÉRAL ET POLITIQUE :**

C'est par le vote qu'on peut changer la société. Même après une révolution, il faut une représentation démocratique de la population.

- Une mobilisation générale dans tous les domaines apparaît indispensable :

- On doit réagir individuellement pour que collectivement on ait une action utile. Il faut une convergence des oppositions, des résistances et des luttes.

- L'ensemble de la population doit prendre conscience de la situation, sinon quel sera l'avenir de nos enfants

Les citoyens doivent

- S'informer, pour ne pas découvrir les nouvelles lois quand elles sont déjà votées, et se mobilisent,

- Établir un contrôle citoyen de nos élus. faire participer les citoyens, à la gestion de la commune, comme par exemple la commune de Saillant dans la Drôme, ou les experts citoyens à Beaumont.

- Construire l'avenir de la jeunesse et en particulier, permettre à tous les jeunes d'avoir accès à toutes les formes d'enseignement et de formation, en particulier dans l'enseignement supérieur.

- On peut rêver à un mouvement mondialisé contre le capitalisme

#### **Plus concrètement : ISCALITÉ ET POUVOIR D'ACHAT :**

- rétablir de l'impôt sur la fortune

- supprimer la taxe sur les carburants et ajustement des taxes sur le kérosène et sur les autres carburants

- diminuer ou supprimer la TVA sur les produits de première nécessité

- augmenter la TVA à 33% sur les produits de luxe

- prélever l'impôt sur les bénéfices à la source (ce qui a été fait pour les particuliers doit se faire pour les entreprises).

- une fiscalité juste et équitable, revoir complètement le système fiscal, en particulier les taxes qui sont les mêmes quels que soient les revenus des citoyens.

- réinjecter dans le budget de la nation les 120 milliards d'évasion et de fraude fiscale—faire payer des impôts aux grandes sociétés internationales (GAFAM) -

-arrêter de vouloir réduire le déficit public au détriment des humains sur les injonctions de l'Europe, - boycotter les gros lobbys, développer l'économie locale, les marchés locaux, l'économie circulaire...

## **ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES TERRITOIRES :**

- un référendum d'initiative locale, pour récupérer des pouvoirs - réécrire la constitution - revenir à une centralisation qui est la garantie du tryptique de la république (liberté, égalité, fraternité,
- un budget conséquent aux communes qui doivent pouvoir aménager la vie sociale, sportive et culturelle de leurs habitants.
- 'opposer fortement à la vente des biens de l'Etat (biens que les citoyens ont déjà payé) aéroports, autoroutes, barrages... et à la privatisation des services publics (énergie, santé...°

## **SANTÉ ET MESURES SOCIALES :**

- le système des retraites doit être complètement revu, afin que le minimum permette de vivre et qu'il n'y ait pas de perte de pouvoir d'achat, - la prise en charge des personnes âgées doit être aménagée pour qu'elles aient une fin de vie décente et même heureuse, - augmenter le SMIC et les minima sociaux, pour permettre aux gens de mieux vivre, ce qui par ailleurs ferait marcher le commerce - Il est urgent de prendre, la situation médicale en charge. L'expérience des maisons de santé a montré ses limites. Des centres de santé avec des personnels médicaux et paramédicaux salariés, comme il s'en créent partout en France, semblent la solution la mieux adaptée, le collectif santé se bat pour ça. -ne faudrait-il pas imposer aux jeunes médecins une affectation, pendant plusieurs années, sur des territoires désertés.

## **ÉCOLOGIE :**

- se préparer à vivre ou à survivre dans des conditions différentes - développer les énergies renouvelables, - se débarrasser des pesticides, en accompagnant les utilisateurs dans leur démarche.

## **2) ICI ET MAINTENANT :**

Localement se développe une forme de solidarité, de co-fraternité, qui voit la solution à la crise d'abord dans l'initiative locale, individuelle ou en petits groupes.

En Combrailles il existe des lieux de rencontres des citoyens : café citoyen, le bancal, banc public, le CILE (compagnon d'initiative locale et d'entraide).

Des associations alternatives ont des propositions ou font des projets de développement

- d'une plate forme d'information (il se passe plein de choses mais elles sont ignorées),

- de mutualisation des moyens et des compétences (il y a partout des gens qui savent faire plein de choses),

- un garage citoyen où ceux qui savent peuvent apprendre aux autres à entretenir leur voiture, sans remplacer les garagistes,

- de circuits courts, de vente directe auprès des producteurs et de boycott des grandes surfaces et de l'économie circulaire qui permet à l'argent de rester aux citoyens sans engraisser les banques,

- de marchés gratuits (tout le monde a chez lui des objets dont il ne se sert pas)

- d'une monnaie locale : la "Doume" dans le Puy de Dôme, qui existe déjà mais commence juste à être utilisée en Combraille,

- de covoiturage destiné à tous et pas seulement aux gens en difficulté

- de fabrication de produits locaux pour développer l'artisanat et se passer des grandes surfaces

- d'associations culturelles, sportives et de services.

- Certains pensent à un village idéal qu'on pourrait montrer à tout le monde (voire au monde entier !).

## Appel du 7 mai de la convergence

### Les services publics et la Fonction publique sont notre bien commun

Tous les services publics disparaissent sur le territoire national : maternités, et hôpitaux, gares, postes, tribunaux, écoles, crèches, EPHAD, mairies, collèges et lycées, agences EDF, perceptions et centres des impôts, CIO, commissariats, gendarmeries, agences de Pôle emploi, CPAM, services de l'État, .... La Caisse des Dépôts et Consignations est soumise aux règles bancaires du privé, Aéroport De Paris est en voie d'être privatisé, EDF d'être démembré pour mieux vendre sa partie rentable... **C'est une spoliation des citoyennes et des citoyens qui les ont financés par leurs impôts.**

**Les services publics sont essentiels au développement et à l'aménagement du territoire.**

Leur accès pour toutes et tous, sans discrimination, est **facteur de vivre ensemble** et **vecteurs d'égalité**. Leur présence sur tout le territoire **permet l'accès aux mêmes droits**.

Ils sont aussi la **première raison d'implantation des entreprises et des investissements réalisés**.

**La disparition des services publics rend la vie plus compliquée et même extrêmement difficile aux populations** aussi bien dans les zones rurales que dans les quartiers populaires et même en ville aujourd'hui. Elle est une des causes fondamentales, avec l'injustice fiscale, de la mobilisation des gilets jaunes et suscite des ripostes citoyennes locales d'importance alliant usagers, personnels et élus.

Au nom du progrès et d'une accessibilité permanente on rend la **numérisation via Internet obligatoire**. Désormais **l'informatique au lieu d'aider à l'adaptabilité du service public aux besoins des usagers oblige ceux-ci à se plier aux impératifs économiques** d'austérité en limitant ses choix et possibilités de contacts et de recours. C'est non seulement une **source d'exclusion** pour les personnes fragiles, âgées, non couvertes par la 4G, mais aussi **un report du coût et de la responsabilité** sur chaque usager qui fait le travail autrefois dévolu aux agents publics.

**Le gouvernement, par une série de mesures et de lois**, toujours présentées avec un vocabulaire trompeur et au nom des usagers, modifie l'architecture complète de notre société **et nous engage dans un système où tout doit être « marchandise »** : notre santé, notre école, toutes les prestations sociales. L'administration elle-

même devraient selon lui être assurées par des entreprises privées (banques, GAFA, sociétés de plateformes clients).

**Tout cela est inscrit noir sur blanc dans le rapport CAP 2022.** C'est tellement caricatural et libéral que de nombreux participants, pourtant tous cooptés par le gouvernement, ont refusé de le signer ! Ce serait la **fin de services publics nationaux et locaux, de la sécurité sociale, le basculement général d'une société de solidarité vers une société de charité.**

Pour suivre cette feuille de route, le projet de loi du gouvernement portant transformation de la Fonction publique **s'en prend au statut général des fonctionnaires c'est-à-dire aux missions** de l'administration et souhaite la faire adopter en urgence avant l'été.

**L'administration du pays n'est pas l'affaire que des fonctionnaires, mais de la société toute entière !**

**Le statut général de la Fonction publique n'est pas un privilège pour les fonctionnaires. Il garantit à tous les usagers l'égalité de traitement.** Il est indispensable pour assurer l'**indépendance** du fonctionnaire afin qu'il puisse exercer ses missions dans le **respect de la légalité, sans discrimination, à l'abri le plus possible des pressions.** Il s'agit bien de **service à la population sans privilèges pour quelques-uns.**

**Une fonction publique laïque et neutre est une des conditions de la démocratie et des libertés pour toutes et tous.**



**Les services publics sont un bien commun à tous les citoyennes et citoyens, il convient de les reconquérir.**

**Nous exigeons :**

- l'arrêt immédiat des privatisations et des fermetures de services publics ;
- leur réimplantation partout où nous en avons besoin, afin de répondre à la crise du mal vivre et aux inégalités que crée la politique de désertification des services publics ;
- leur démocratisation en associant à leur contrôle et leur gestion usagers, personnels et élus.

**Nous affirmons que les services publics sont notre patrimoine collectif et national.**

**Loin d'être un coût le service public est un investissement, une richesse** pour le présent et l'avenir.

Cet avenir nécessite également **une transition écologique**. Parce qu'il est impensable de la laisser au privé uniquement soucieux de ses profits immédiats, **elle doit pouvoir compter sur les services publics et donc sur une alternative aux politiques d'austérité.**

**Faire le choix des services publics c'est faire le choix collectif d'une société solidaire qui refuse le « chacun pour soi ».**

**VENDREDI 14 JUIN 17h30**  
**Médiathèque de St Éloy les Mines**  
**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE**  
**du C.D.D.S.P. Combrailles**

**Puis à 19h30 (toujours le 14/6)**  
**Projection publique du film documentaire de Gilles BALBASTRE :**  
**«MAIN BASSE SUR L'ÉNERGIE»**  
**Débat : «L'énergie doit redevenir un bien collectif et de service public»**